



Décision n° 2018-244

autorisant l'introduction d'alevins à des fins
de mise en valeur halieutique de lacs
situés dans le cœur du Parc national

Le directeur de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

VU les articles L.331-4-1, L.331-26 et R.331-65 du code de l'environnement,

VU le décret n° 2009-486 du 29 avril 2009, notamment ses articles 3 et 15,

VU le décret n°2012-1541 du 28 décembre 2012 approuvant la charte du Parc national ainsi que les modalités 1 et 29 d'application de la réglementation dans le cœur,

VU l'arrêté n° 2017-01 en date du 11 janvier 2017 établissant la liste des lacs gérés pour leur mise en valeur halieutique et la liste des lacs qui ne peuvent en faire l'objet pour la période 2017-2019,

VU la décision n°2016-01 du 1er janvier 2016, donnant délégation permanente de signature au directeur-adjoint de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

VU la demande présentée par Monsieur CALVIGNAC, président de l'AAPPMA « Truite de l'Ubaye », en date du 27 juin 2018,

Considérant que la demande de l'AAPPMA « La Truite de l'Ubaye » porte sur l'introduction d'alevins à des fins de mise en valeur halieutique des lacs des Hommes situés dans le cœur du parc national du Mercantour, ainsi que sur l'héliportage de ces derniers jusqu'aux lacs concernés,

Considérant que cette demande est conforme à l'article 1 de l'arrêté n°2017-01 sus-visé, fixant la liste des lacs pouvant faire l'objet d'une mise en valeur halieutique sur la période 2017-2019,

Décide :

Article 1er :

L'Association pour la pêche et la protection du milieu aquatique « La Truite de l'Ubaye », représentée par son directeur Monsieur CALVIGNAC et ci-après désignée « le bénéficiaire », est autorisée aux conditions définies aux articles suivants, à procéder à des introductions d'alevins dans certains lacs d'altitude situés dans le cœur du Parc national du Mercantour.

Article 2 :

La présente autorisation est accordée pour la date du samedi 14 juillet 2018.

En cas d'intempéries, le report de l'opération fera obligatoirement l'objet d'un accord préalable du chef du service territorialement concerné au sein du Parc national.

Contacts antenne Ubaye 04.92.81.21.31

FRIBOURG Xavier (xavier.fribourg@mercantour-parcnational.fr), son adjoint « Ubaye » KLEIN Ludovic (ludovic.klein@mercantour-parcnational.fr)

Article 3 : Sites et modalités d'introduction autorisés

3.1. L'alevinage sera réalisé exclusivement à partir des espèces suivantes : Omble chevalier en provenance de la pisciculture du Lac Léman – INRA Thonon ;

3.2. L'introduction des alevins est autorisée sur les lacs et selon les quantités suivantes :

Lacs autorisés	Nombre d'alevins
Lac des Hommes supérieur	500
Lac des Hommes inférieur	500

3.3. L'introduction d'alevins de toute autre espèce ou en tout autre lieu que ceux définis à l'article 3.2. est interdite, de même que l'introduction de poissons ayant dépassé le stade d'alevin.

Article 4 : héliportages nécessaires à l'opération

La présente décision ne vaut pas autorisation de survol du cœur de parc national à moins de 1000 mètres du sol par un aéronef motorisé.

En tant que de besoin, le bénéficiaire ou le prestataire du survol déposera auprès du siège de l'Établissement public du parc national, une demande d'autorisation dans le respect des dispositions réglementaires en vigueur.

Article 5 :

La présente décision ne vaut pas autorisation de circuler et de stationner en véhicule terrestre motorisé sur les pistes situées dans le cœur du parc national du Mercantour.

En cas de besoin, le bénéficiaire sollicitera le service territorial concerné en préalable à son arrivée sur site, afin d'obtenir cette dérogation – cf. article 2

Article 6 :

Le bénéficiaire adressera au Parc national du Mercantour, dans le délai de 3 mois maximum à compter de l'expiration de la présente autorisation, un compte-rendu des opérations d'alevinage effectuées. Ce compte rendu mentionnera la provenance des souches d'alevins lâchés dans chaque dotation.

Article 7 :

La réglementation en vigueur de la cœur du parc national s'appliquera sans réserve pendant toute la durée de l'opération.

Article 8 :

Le bénéficiaire devra présenter cette autorisation à toute réquisition d'agents de l'Établissement public du parc national du Mercantour ou d'agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Le bénéficiaire devra soumettre les alevins et cubitainers à leur contrôle éventuel.

Article 9 :

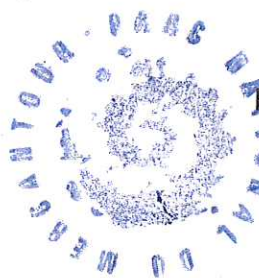
Le non respect de l'un de ces articles ou de l'une ou l'autre des dispositions prévues par le code de l'environnement ou dans la réglementation du Parc national, expose son bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 10 :

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public dans un délai de trois mois à compter de son édition.

Elle peut être contestée devant le tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois suivant sa publication.

Fait à Nice, le 3 juillet 2018



Le Directeur-Adjoint du
Parc National du Mercantour

Laurent SCHEYER